

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

LORRAINE

Les 20 000 emplois de Messmer étaient imaginaires



La seule voie efficace pour obtenir des emplois, c'est la lutte. Ici, les travailleurs de Lorraine l'ont entamée

IL aura suffi d'un jour pour réduire à néant les promesses de Messmer. De telles promesses, il y en aura encore ! Faire du bruit pour désorienter les travailleurs, voilà le but ! La seule orientation, c'est la lutte. La base, ce sont les entreprises : c'est là qu'on peut porter des coups aux patrons. C'est là qu'on peut unir et mobiliser largement les travailleurs et organiser autour de leurs actions la plus large solidarité.

(Voir article page 5)

Politique politicienne

L'ELECTION d'un socialiste à la présidence du conseil régional d'Aquitaine et la défaite électorale de Chaban-Delmas ne changera certes rien pour les travailleurs de la région, eux aussi, soumis au chômage et à la misère.

Cependant, la manière dont cette élection a eu lieu mérite un peu d'attention. Le candidat socialiste a été élu sans que les quatre conseillers généraux du PCF ne votent pour lui.

Le PCF avait, comme on dit, mis la barre très haut pour son éventuel soutien au PS. Ses conditions étaient que les socialistes se prononcent contre l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun, qu'ils éliminent tout conseiller de la majorité du bureau du conseil régional, et qu'eux, conseillers du PCF, soient au bureau, non en proportion de leur représentation au conseil régional, mais, d'après le nombre de voix obtenues aux élections. Evidemment, le PS refusa de se soumettre à ces conditions ; le PCF maintint donc son candidat favorisant ainsi Chaban-Delmas (qui ne fut toutefois pas réélu).

Ainsi, les responsables du PCF, contrairement à leur attitude de 1972, ont refusé à Bordeaux, le moindre compromis avec le PS. La direction prétend pour justifier ce changement d'attitude que, depuis, le PS a viré à droite. Or, la vérité c'est que la direction du PS n'a pas varié d'un pouce sa position sur l'Europe, dont elle compte parmi les principaux partisans en France, pas plus qu'elle n'a changé sur d'autres points importants. Si, aujourd'hui, les responsables du PCF refusent le compromis avec ceux du PS, c'est parce que le rapport de force a changé et que la stratégie d'Union de la gauche a profité au PS bien plus qu'au PCF.

Y a-t-il donc une position de classe là-dessous ? La politique d'alliance de Marchais a-t-elle un contenu de classe conforme aux intérêts des travailleurs ? En 1972, on nous disait que l'intérêt des travailleurs commandait de voter Mitterrand. Aujourd'hui, le même intérêt est de voter contre, bien qu'au fond le PS n'ait pas changé entre temps malgré la fable de Marchais à ce sujet. Pour modifier un rapport de force à gauche qui lui est défavorable, la direction du PCF s'emploie à affaiblir le PS, à miner son influence.

Autre aspect intéressant de cette élection de Bordeaux : malgré le refus de vote du PCF pour le candidat PS, ce dernier a été élu. Mais il a fallu pour cela que les responsables PS remettent de l'ordre dans leur maison. Quatre, au moins, de leurs conseillers régionaux ou apparentés avaient voté pour Chaban au premier tour des scrutins. Les dirigeants PS firent voter, pratiquement, leurs conseillers sous haute surveillance. Ils durent glisser le bulletin de vote du candidat socialiste dans leur enveloppe à la vue de ce dernier et furent menacés, s'ils ne votaient pas pour lui,

Henri MAZERAU

(Suite page 4)

Les transporteurs britanniques ne sont pas seuls dans la lutte

LES grèves se succèdent dans de nombreux secteurs de l'économie anglaise. Les transporteurs en grève depuis plus de deux semaines continuent le combat. Mais ils ne sont pas tout seuls : lundi, les services publics étaient paralysés avec un million et demi de grévistes dans tout le pays. Une manifestation rassemblant des dizaines de milliers de personnes a eu lieu lundi à Hyde Park dans la capitale. Tous protestaient contre les bas salaires et la limitation à 5% de la hausse des salaires, décidée par le gouvernement.

Mardi, c'était le tour des cheminots qui ont débrayé dans tout le pays.

Mercredi, la confédération syndicale (TUC) doit se réunir en conseil général. L'attitude

des dirigeants syndicaux est fortement contestée par la base. Mardi soir, plusieurs milliers de manifestants ont hué les dirigeants des quatre syndicats des services publics qui furent contraints d'abandonner la tribune devant les appels des travailleurs à se lancer dans des actions plus dures comme la grève illimitée.

Devant cette étendue du mouvement revendicatif et l'importance des secteurs touchés, le premier ministre James Callaghan se fait plus menaçant. Il a déclaré mardi que n'importe qui pouvait franchir les piquets de grève. Ce qui est d'un cynisme rare quand au même moment on apprend que le nombre des chômeurs a augmenté de 90 000, portant le chiffre total à plus de un million et demi.

C.L.



Un piquet de grève à l'entrée d'une entreprise

Pays et peuples condamnent l'agression soviéto-vietnamienne contre le Cambodge

La guerilla s'étend de plus belle

(Voir articles pages 2 et 3)

La poésie et le Cambodge

LE soutien au peuple cambodgien en lutte pour son indépendance peut revêtir différentes formes : manifestations, meetings, pétitions, messages de soutien, articles de presse, nous nous sommes fait l'écho de toutes ces initiatives et nous y participons. Mais il est aussi des domaines moins « politiques » (au sens étroit du terme) où la lutte contre l'hégémonisme et l'agression peut et doit prendre sa place : la poésie, par exemple. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, nombreux ont été les poètes français qui ont, au travers de leurs œuvres, participé au combat antifasciste et ils risquaient gros pour cela. Aujourd'hui en France, nous n'en sommes pas là. Il n'empêche que faire entrer les grands problèmes de notre temps (dont la dénonciation des agressions, la résistance des peuples) dans la poésie est important. Et ce n'est pas facile car la tentation de tomber dans le stéréotype, surtout quand on parle de questions internationales, est présente.

Voici donc un poème dénonçant l'agression soviéto-vietnamienne contre le Cambodge. Bien sûr, il ne plaira peut-être pas à tous, mais du moins évite-t-il l'écueil du style stéréotypé.

C.L.

Une simple toux

*Est-ce une simple toux
Dont souffre notre temps
Cœur battant
Est-ce une simple toux
Qui s'étouffe et s'éteint
Le matin*

*Non, déjà le jour en ce monde
Grince comme une porte où grondent
Les pas des chars qui sont partis
Rendre service prendre partie*

*Et tombe en ce monde la nuit
Qui noie la route de larmes de bruits
Et boit de l'Erythrée le sable
Ce fleuve libre et indomptable*

*Ecoute la nuit en ce monde
Elle détend elle vagabonde
Et la guerre dévoile ses doigts
Son chant sans paroles et sans voix*

*Est-ce une simple toux
Dont souffre notre temps
Cœur battant
Est-ce une simple toux
Qui s'étouffe et s'éteint
Le matin*

*Non, Je connais la cible
D'un pays dit paisible
Sur les flancs est d'Asie
Bleu lotus d'un printemps*

*Mais est-ce pour se défendre
Après tant de cendres
Qu'il vient juste de surprendre
Un peuple résistant*

*Cette pagode sage
Aux mille nouveaux visages
Et où mille paysages
Se gonflaient de roseaux*

*Est-ce bien pour se défendre
Que des Mig partent pendre
Des obus en méandres
Le long du « chef des eaux » (*)*

*L'attaque vietnamienne
Sous leurs longs pas de haine
Sous prétexte qu'elle peine
Suite à ces durs trente ans*

*De guerre et de rapines
De dégâts et de mines
De morts et de famine
Né cesse pas pour autant*

*Déjà sa voix d'hiver
S'élève et s'avance vers
Les profonds maquis verts
Infranchissables retraites*

*Avance, avance Vietnam
Habillé de lance-flammes
De napalm et de drames
Plus proche est ta défaite*

*Est-ce une simple toux
Dont souffre notre temps
Cœur battant
Est-ce une simple toux
Qui s'étouffe et s'éteint
Le matin*

(*) Le Mékong



Cambodge 1978. L'armée cambodgienne à l'entraînement dans la défense des côtes maritimes.

Pays et peuples condamnent l'agression soviéto-vietnamienne contre le Cambodge

L'INVASION de 140 000 soldats vietnamiens armés par l'URSS contre le Cambodge soulève dans le monde entier un grand mouvement de réprobation. Partis marxistes-léninistes, organisations anti-impérialistes du tiers monde, gouvernement de nombreux pays expriment leur condamnation de cette agression. Un très large soutien est possible sur la base du respect de l'indépendance des États et de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un peuple. Voici des extraits de déclarations (de partis marxistes-léninistes, d'organisations du tiers monde ou de gouvernements) en provenance de pays d'Asie et d'Afrique. Nous reviendrons ultérieurement sur les réactions en Europe et en Amérique.

■ Dans un numéro spécial de Vanguard, le Parti communiste (marxiste-léniniste) d'Australie, dénonce en ces termes l'agression du Vietnam contre le Kampuchea : « La tentative de faire passer cette agression pour une libération du Kampuchea ne donne le change à personne ; c'est une agression complètement ouverte... Les autorités vietnamiennes ont installé au pouvoir une poignée de traîtres au Kampuchea ».

■ De son côté, La Voix de la révolution malaise, déclarait dans son édition du 20 janvier : « L'agression vietnamienne contre le Kampuchea menace directement la sécurité des autres pays du Sud-Est asiatique et constitue une révélation flagrante de la nature expansionniste des autorités vietnamiennes et de l'ambition des sociaux-impérialistes soviétiques de s'assurer l'hégémonie dans la région Asie-Pacifique (...) L'agression de grande envergure lancée par le Vietnam a suivi les échecs répétés de son complot d'annexer le Kampuchea. La politique préétablie des autorités vietnamiennes est d'annexer le Kampuchea, de réaliser son plan de « Fédération indochinoise » et de poursuivre l'expansion dans les pays du Sud-Est asiati-

que (...). De concert avec les peuples des autres pays, le peuple malais dénonce avec véhémence les actes d'agression des hégémonistes vietnamiens et soviétiques et soutient fermement le peuple kampuchéen dans sa juste lutte. »

■ Dans leur déclaration du 15 janvier, les communistes marxistes-léninistes du Zaïre déclaraient : « Les communistes marxistes-léninistes du Zaïre condamnent et dénoncent fermement l'agression vietnamienne contre le Kampuchea démocratique. Ils dénoncent l'odieuse mensonge du soi-disant soulèvement populaire dirigé par un prétendu front de libération, le FUNSK (...) Nous savons à quoi nous en tenir sur ce type d'arguments. En effet, à deux reprises, en 1977 et 1978, lors des « événements du Shaba », l'URSS et ses laquais, avaient avancé la thèse d'un « soulèvement populaire au Shaba » sous la direction du soi-disant front de libération nationale, le FLNC, du fantoche pro-soviétique Nathanaël Mbumba pour essayer de camoufler ce qui n'était ni plus ni moins qu'une agression soviéto-cubaine, par gendarmes katangais interposés, contre notre pays. Nous constatons qu'au

Kampuchea démocratique, c'est la même fable qui sert de prétexte à l'agression. Dans les deux cas, il s'agit d'une manifestation régionale de la politique expansionniste, hégémoniste de l'URSS par fantoches interposés : les Cubains et le « FLNC » au Zaïre, les Vietnamiens et le « FUNSK » au Kampuchea démocratique. »

■ Dans une déclaration commune du 12 janvier, l'Association générale des Étudiants du Gabon (AGEG), l'Association des stagiaires et étudiants des Comores (ASEC), les Guinéens pour la démocratie nouvelle (GDN), le Mouvement patriotique anti-social-impérialiste du Zaïre (MOPASIZ), l'Union nationale des Étudiants centrafricains (UNECA) et l'Union nationale des Étudiants du Kemerun (UNEK) ont affirmé :

« Le Vietnam est totalement attelé au char russe. L'occupation militaire au Kampuchea démocratique obéit à l'esprit et à la lettre du récent pacte militaire so-

viéto-vietnamien. Désormais aucun pays de l'Asie du Sud-Est n'est à l'abri d'une agression armée soviéto-vietnamienne, au nom de la « Sécurité collective en Asie ».

■ Le président de la

Tout comme Cuba est la réserve soviétique de mercenaires pour la colonisation sanglante de l'Afrique, le Vietnam joue le même rôle en Asie du Sud-Est. Les guerres de conquête fomentées en Asie et en Afrique font partie du plan global stratégique de l'Union soviétique pour la domination du monde dont l'Europe est l'enjeu principal. (...) Nous lançons un appel solennel aux peuples et aux pays africains et à l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) pour qu'ils ne reconnaissent pas le gouvernement fantoche du « Front uni de salut national du Kampuchea » (FUNSK). Nous les appelons à conjurer toutes les forces pour isoler totalement les agresseurs soviéto-vietnamiens sur l'arène internationale et pour expulser le Vietnam du Mouvement des non-alignés.

■ Le président de la Somalie, pays qui a lui-même enduré les pressions soviétiques et a eu le courage de les dénoncer a déclaré : « L'invasion vietnamienne contre le Kampuchea est un acte ignominieux et constitue une menace dangereuse pour la stabilité des gouvernements légitimes et la paix mondiale ».

■ Les sept pays non-alignés, membres du Conseil de sécurité de l'ONU, ont présenté une motion commune appelant entre autres à un retrait des forces étrangères du territoire cambodgien. Il s'agit du Bangladesh, de la Bolivie, du Gabon, de la Jamaïque, du Koweït, du Nigeria et de la Zambie.



PARTIS

Conférence de presse de Chirac
Opération récupération

J E n'ai rien à ajouter et rien à retrancher à mon appel du 6 décembre dernier. Voici les maîtres-mots de la conférence de presse de Chirac du mardi 23 janvier. Oui, mais encore ? Quel était le véritable message de l'appel de Cochin ?

C'EST MOI QUI DECIDE !

Au-delà des propos allant à l'encontre de la politique européenne de Giscard, Chirac s'est planté en chef de file du mouvement gaulliste, en président du RPR qui déclare son opinion à la presse avant de concerter les autres membres du RPR. Chirac a donc réaffirmé à une base et à un groupe parlementaire plus ou moins contestataire qu'il n'était pas de mise de reconsidérer sa situation de chef de file, de contester ses pleins pouvoirs.

Chirac a emprunté, là, la meilleure façon de faire l'unanimité du groupe RPR au 2e congrès sur l'Europe du 31 janvier et aux assises du RPR qui se tiendront en mars !

LA RECONQUETE DE L'ELECTORAT

La position du RPR envers les élections européennes semble bien toujours dictée par la rivalité qui anime les différents groupes de la majorité pour avoir une plus grosse part du

pouvoir. Giscard et Chirac sont les hommes des monopoles quelles que puissent être leurs déclarations et c'est dans ce cadre qu'ils s'affrontent.

Le RPR envisagerait-il de créer une tension telle qu'il s'en suivrait une crise ministérielle, une dissolution de l'assemblée parlementaire avant les élections européennes ?

C'est fort peu probable ! Le RPR n'y récolterait guère de fruits. Alors sa contestation jusqu'en juin se bornera, semble-t-il, à être purement verbale, à ressasser les thèmes gaullistes sur l'indépendance nationale de la France.

L'APPEL AUX SENTIMENTS « PATRIOTIQUES »

Chirac joue sur la participation des gaullistes à la résistance à l'ennemi nazi. Il présente l'Allemagne, membre de la Communauté européenne comme l'avalant de la « position internationale prestigieuse de la France » - en toile de fond on retrouve l'Allemagne nazie, expansionniste - comme « une nation excessivement sensible aux influences américaines ». Selon le RPR, la France - des monopoles, bien sûr - se hasarderait dans une Europe sans défendre à priori ses intérêts. Est-ce possible que Giscard, représentant des monopoles se risque à édifier l'Europe des capitalistes,

sans en tirer une épingle du jeu ? Non, bien entendu.

Alors la campagne du RPR sur « l'effacement, sur l'abaissement de la France » n'est pas crédible. Elle a pour but de recueillir tous les mécontents que va engendrer le renforcement de l'Europe. Pour preuve, les déclarations de Chirac : « Non à la voie de la facilité et du compromis qui mène à l'eurocratie, à l'eurochômage, voire à l'euroviolençe ».

Dans l'état actuel des choses, l'entrée de l'Espagne dans le marché commun agricole comporte des inconvénients considérables qui sont techniquement impossibles d'éviter. Cela ne pourrait que ruiner l'économie de régions entières de notre pays ».

Cependant, ce dessein n'explique peut-être pas tout, à lui seul.

Le RPR, tout en défendant globalement les intérêts des monopoles, a aussi des intérêts particuliers à défendre. Les gaullistes ne sont pas restés au pouvoir pendant 12 ans sans avoir passé de petits contrats pour leur propres profits, constituant une sorte de « chasse-gardée ». Alors le renforcement de l'Europe, en affaiblissant leurs positions, risquerait bien de faire perdre ses intérêts fructueux au RPR.

Nathalie VILLOTTIERS

Manufrance
La restructuration retardée

LE PDG de Manufrance, Gadot-Clet, le quatrième en trois ans, en place depuis onze mois, vient de démissionner. La municipalité de Saint-Etienne, principal actionnaire de l'entreprise avec 27% des actions, vient en effet de refuser un plan prévoyant 1 300 licenciements et le dépôt de bilan. Un nouveau PDG a été nommé, René Mestrie, ancien patron de Néogravure. Mais rien n'est résolu pour autant pour les travailleurs. Un PDG s'en va, un autre arrive mais les problèmes restent.

Avant les élections municipales, Sanguedolce, maire PCF de Saint-Etienne, avait hautement déclaré qu'il n'y aurait pas de licenciements ni de démantèlement de la société Manufrance. Quelques semaines après les législatives, le 6 juin 1978, le plan Gadot-Clet était annoncé. Il se soldait par 334 licenciements. Ce plan avait reçu l'approbation de la municipalité et des directions syndicales.

Par contre, le second plan de l'ancien PDG qui prévoyait 1 300 licenciements, lui, n'a pas été accepté. Sans doute 1 300 licenciements c'est trop d'un seul coup. La position de la municipalité PCF de Saint-Etienne illustre bien la contradiction de la politique de la direction du PCF : arriver au pouvoir sous le capitalisme et gérer celui-ci, tout en prétendant défendre les travailleurs. La solution de Gadot-Clet, c'est la restructuration capitaliste avec toutes les conséquences qu'elle comporte. En système capitaliste, il n'y a pas d'autre solution à la rentabilité insuffisante des entreprises. Si l'on considère que les dettes de Manufrance

se s'élèvent à 48 millions de francs, remboursables le 31 mai prochain, que le nouveau catalogue indispensable à la marche de l'entreprise coûtera 25 millions et que, par mois, le montant des salaires à payer est de 10 millions, on ne voit pas comment Manufrance pourra devenir rentable sans coupes sombres.

Un nouveau PDG est nommé. C'est un ancien de Polytechnique qui a appar-

tenu à la promotion de Giscard. Il amènerait dans ses bagages un investissement de 50 millions provenant de la banque Stern lié au groupe Rotschild. L'un des actionnaires de cette banque est Doumeng. Cet argent frais servira peut-être à éponger quelques dettes mais il ne rendra pas pour autant l'entreprise rentable. Or, c'est avant tout ce que veulent les capitalistes qui s'intéressent à l'affaire. Par conséquent, le nouveau PDG peut à la rigueur retarder les licenciements mais ceux-ci sont inéluctables tout comme une restructuration qui peut, seule, dans le système actuel permettre de mettre fin au gouffre financier que constitue Manufrance et que devra accepter l'actionnaire principal de l'entreprise, le maire du PCF.

Henri MAZERAU.



L'ancien PDG de Manufrance, M. Gadot-Clet est parti sous les huées des travailleurs.

HORAIRE DE TRAVAIL

40 heures en 4 jours, suite ...

Le premier verrou a sauté

ON se souvient du procès qui avait été fait à Rousseau, petit patron des Vosges, parce qu'il faisait travailler ses salariés quarante heures en quatre jours, c'est-à-dire quatre fois dix heures. C'était illégal, la loi imposant de faire les quarante heures en cinq jours. A l'époque, le CNPF et le ministre du

Travail s'étaient émus de cette situation qu'ils jugeaient « dépassée ». Boulin avait même déclaré qu'il allait y réfléchir.

C'est chose faite depuis le 12 décembre. En effet, en même temps qu'il portait l'horaire maximum légal du travail à 50 heures, le Parlement a voté une clause permettant de faire

40 heures en moins de cinq jours. Ce vote n'a pas provoqué de réactions de la part des organisations syndicales et pourtant il est important pour le CNPF qui veut, depuis septembre, imposer le calcul annuel de l'horaire de travail. Les patrons avaient relevé « quatre verrous » dans la législation du travail qui entraient cette mise en place : impossibilité de faire 40 heures en moins de cinq jours ; le système des heures supplémentaires après les 40 heures légales hebdomadaires ; la durée maximale du travail fixée à 52 heures (elle vient de passer à 50 heures) ; l'impossibilité de dépasser une moyenne de 48 heures hebdomadaires sur un trimestre.

Aujourd'hui, le premier verrou vient de sauter.

Les patrons semblent bien décidés à faire passer leur projet et ils préparent en douce la législation.

Une extrême vigilance est nécessaire de la part des travailleurs et des sections syndicales dès aujourd'hui, une grande campagne d'explication est à l'ordre du jour pour maintenir les garanties du calcul hebdomadaire du travail.

de ne pas recevoir l'investiture socialiste aux prochaines élections. Moyennant quoi, le candidat socialiste fut enfin élu. Il n'empêche qu'au sein du PS un certain nombre de gens sont assez favorables à la collaboration avec le pouvoir et ne sont plus guère intéressés par l'Union de la gauche. Le nouveau président du conseil régional, lui-même, n'a-t-il pas refusé d'éliminer du bureau des personnalités de la majorité actuelle ?

L'attrait du pouvoir semble faire son effet au sein du PS, qui, lui aussi, prétend soutenir et défendre les travailleurs.

Enfin, d'un côté comme de l'autre, on est là en pleine politique politicienne : les intérêts des travailleurs sont loin !

Henri MAZERAU.

(Suite de la page une)

Politique politicienne

L'essence baisse en Belgique

EN Belgique, c'est la troisième fois en deux mois que le prix de l'essence baisse, alors qu'en France il suit le mouvement inverse.

Mardi 23 janvier, le litre d'essence est passé, en Belgique, de 2,40 F à 2,35 F. Cette baisse est liée à celle du dollar qui, en Belgique, sert de référence à la fixation du prix de l'essence.

En France, il a été vaguement question d'une opération semblable il y a quelques mois. Mais cela n'était que du domaine des ragots de couloirs ministériels. Dans la réalité, le prix de l'essence a été augmenté, rappelons-le, le 1er janvier pour être porté à 2,67 F le litre d'essence et à 2,78 F le litre de super. C'est toujours ça de pris doivent dire les directions de trusts pétroliers.

LUTTE



Lorraine

Grève victorieuse à EDF-Services centraux

IL y a moins d'un mois, la grève des nettoyeurs de l'immeuble EDF d'Issy-les-Moulineaux débouchait sur la satisfaction de leurs revendications.

Dans la nuit du mercredi 17 janvier, c'est le personnel des salles de commande des immeubles des services centraux - Défense, Wagram, Issy-les-Moulineaux, puis Murat - qui part en grève.

Ces agents qui travaillent en 3 X 8, sont chargés de la surveillance et de la maintenance du matériel d'exploitation des immeubles (climatisation, ascenseur, éclairage, etc.) et d'une partie de la sécurité des installations (alarme, incendie, etc.).

Que revendiquent-ils ?

- Reclassement de leurs fonctions.
- Création de postes supplémentaires.
- Remplacement des vigiles de sociétés privées par des agents statutaires.

Depuis des années, la direction refuse de prendre en compte ces revendications. Mieux, elle envisage aujourd'hui de rajouter diverses tâches de sécurité et de sûreté des personnes.

Les travailleurs de la Défense - syndiqués et non-syndiqués - décident alors de partir en grève. Ils prennent contact avec leurs collègues et la grève s'étend aux différents immeubles. Seul un service minimum de sécurité est assuré.

Une première négociation s'engage... sans résultat. Les grévistes décident alors de durcir le mouvement. Une nouvelle négociation a lieu qui débouche au renvoi d'un nouveau rendez-vous entre les grévistes, les syndicats et la direction.

En même temps, la Direction générale fait savoir aux fédérations syndicales qu'elle est prête à « prendre ses responsabilités ». En clair, briser le mouvement en infligeant des sanctions et faire évacuer les salles de commande occupées par les grévistes.

Certains responsables syndicaux notamment de la CGT et de FO, déjà pas très contents d'avoir été contraints à prendre le train en marche, tentent alors les manœuvres de division du genre : la grève est impopulaire et n'a pas le soutien du personnel EDF (il fait froid dans les bureaux), l'action pourrait se poursuivre sous d'autres formes...

Les grévistes eux, ne sont pas dupes : ils refusent ces propositions et annoncent clairement qu'il n'existe qu'une seule solution pour gagner :

- Renforcer l'unité entre les grévistes.
- Mettre en place une coordination inter-immeubles.
- Gagner la solidarité du personnel EDF en se donnant les moyens d'expliquer la grève.
- Durcir encore plus le mouvement.

Une assemblée générale convoquée au dernier moment rassemble, à Murat, plus d'une centaine de personnes qui se rendent au bureau d'un directeur pour exprimer leur solidarité avec les grévistes et exiger la satisfaction de leurs revendications.

Une nouvelle négociation a lieu. Devant la détérioration et l'unité des grévistes, la direction cède sur la majorité des revendications :

- Reclassement au 1er janvier 1979.
- Mise en place d'une deuxième équipe de quart.
- Paiement des jours de grève.
- Les points en litige seront rediscutés avant la fin du mois.

Les travailleurs ont remporté une victoire et déjà, ils tirent les enseignements de leur lutte. C'est bien l'unité et la détermination à durcir le mouvement qui ont fait céder la direction. Mais c'est aussi leur vigilance face aux manœuvres de division et de récupération qui a permis de gagner. Comme le disait l'un d'entre eux, seule l'unité à la base et dans l'action peut mener à la victoire.

Les 20 000 emplois de Messmer étaient imaginaires !

LES 20 000 emplois pour la Lorraine annoncés par Messmer, c'était vraiment du vent. A propos du « réexamen de toutes les décisions contestables qui ont été prises en ce qui concerne l'aciérie de Longwy », dont il avait fait état au sortir de l'Elysée, le ministre de l'Industrie, Giraud, a précisé on ne peut plus clairement qu'il « ne porte certainement pas, dans l'esprit du Premier ministre, sur la reconsidération des décisions qui ont été annoncées en ce qui concerne les installations d'Usinor ».

Autrement dit, Longwy c'est bien fini, du moins dans les projets de ceux qui nous gouvernent.

Quant aux 20 000 emplois qui, selon Messmer, seraient venus en supplément des huit ou neuf mille déjà créés... sur le papier par le plan de sauvetage de 1977 (sur le terrain, ils n'y sont toujours pas !), c'est encore une baudruche

dégonflée : ces 20 000 comprennent les « créations » de 1977, le reste étant l'implantation, éventuelle naturellement, de Ford. Les travailleurs lorrains n'avaient pas pris Messmer au sérieux, ils avaient bien raison !

Surtout si l'on considère que, pour finir, toutes les promesses et perspectives reposent sur l'automobile et que justement on annonce des jours sombres dans ce secteur : Chrysler licencié à La Rochelle plus de deux cents travailleurs et instaure le chômage technique dans la plupart de ses usines, y compris celle de Valenciennes, qui devait apporter 10 000 emplois dans cette région (elle en est à 2 000 actuellement !) Et on attend toujours l'implantation promise de Renault à Thionville !

QUE FAIRE ?

Il est certes important de ne pas se laisser prendre à ce

genre de démagogie. De tels bruits, il y en aura encore. Leur but est clair : il s'agit de créer le trouble dans les esprits les moins assurés et de laisser une perche tendue à ceux qui sont toujours prêts à prendre en compte la soi-disant bonne volonté de ceux qui nous gouvernent et à se concerter avec eux.

Il est clair que dans leur grande masse, les travailleurs ne s'y laissent nullement prendre.

Les occupations de postes d'aiguillages sur des voies ferrées, de recettes d'impôts de bureaux d'Usinor (il n'en manque pas !) à l'occasion de comité d'entreprise ou autre, sont actuellement les actions de plus en plus fréquentes, en riposte aux licenciements. Celles-ci, comme les manifestations de masse ponctuelles, ne sont certes pas à négliger, mais pour faire reculer le patronat et le gouvernement, il faut une pression qui mette

en mouvement toute la force des travailleurs, de la masse des travailleurs et frappe les profits. Il faut agir sur le terrain des usines, bloquer la production. Là où il y a menace directe sur les emplois, mais aussi là où cela tourne à plein comme à Dunkerque. C'est ce terrain-là qui est fondamental. C'est sur ce terrain-là que peuvent s'unir toujours plus largement les sidérurgistes et tous les travailleurs.

C'est aussi une condition pour que la solidarité s'exprime et même pour la solliciter et l'organiser largement : quand on est en grève, quand on occupe une usine, on peut s'organiser pour aller voir les autres travailleurs, populariser, organiser le soutien.

Telle est la voie pour briser l'offensive patronale, empêcher les licenciements. Telle est la voie pour unir tous les travailleurs dans la lutte pour « du travail pour tous ».

Gilles CARPENTIER

SNAV-Vénissieux (près de Lyon)

Contre les licenciements, usine occupée



Contre les cent quarante licenciements prononcés par Renault dans sa filiale la Société nationale des ateliers de Vénissieux (SNAV), les travailleurs occupent leur usine.

Reprise de l'occupation à l'AFPA-Montreuil

VENDREDI en assemblée générale les grévistes avaient suspendu l'occupation du siège. En effet, le ministre Boulin avait exigé cette condition pour rencontrer les grévistes, mardi matin. Hier, la délégation n'a pas été reçue au ministère. Une vague promesse de réunions est prévue pour la semaine prochaine. Face à ce refus, les grévistes ont voté à 65 % la poursuite de l'occupation. Nous rappelons que les grévistes refusent le transfert de leur siège à Bordeaux. Les grévistes sont en majorité des femmes. Elles ont élu, en assemblée générale, un comité de grève composé de membres de l'intersyndicale (CGT-CFDT-FO) et de non-syndiqués qui dirige la grève et de nombreuses commissions ont été mises en place. Hier, après le refus du ministre, le moral n'était pas entamé : les grévistes gardent espoir d'aboutir à la satisfaction de leurs revendications et envisagent de nouvelles actions de popularisation.

POLITIQUE ET SOCIAL

La loi anti-casseur

LES quatre autonomes poursuivis après les incidents du 13 janvier ont été condamnés à de lourdes peines allant de quatre à trois ans d'emprisonnement. L'un d'eux a bénéficié d'un sursis d'un an. Ces condamnations ont été prononcées en vertu de la loi anticasseur, une loi votée depuis deux ans, après Mai-Juin 68. Nous rappelons dans quelles circonstances cette loi a été votée.

La loi anticasseur était votée en avril 1970. Cette loi fait endosser la responsabilité d'éventuelles violences ou voies de fait contre des personnes ou destructions, dégradations commises lors de manifestations, aux organisateurs de ces manifestations.

Le but de cette loi est directement la répression politique. Elle a été votée par la majorité gaulliste deux ans à peine après le grand mouvement de Mai-Juin 68 qui avait effrayé la bourgeoisie.

Après le Printemps 68, le pouvoir avait pris toute une série de mesures répressives, comme la dissolution de douze organisations politiques (dont le PCMLF). En 1969, il avait interdit la manifestation du 1er mai pourtant traditionnelle. La veille du référendum, qui vit, en 1969, De Gaulle dévoué et qui précipita son départ, la police avait opéré des arrestations préventives (5 000 places avaient été libérées dans les prisons à cet effet). Dans les facultés, le pouvoir mettait en place des appariteurs musclés dont le rôle était de réprimer par la violence les luttes étudiantes.

En février 1970, la police pénétrait à la faculté de Nanterre. Enfin, en février de la même année, cinq militants marxistes-léninistes étaient emprisonnés puis déferés devant la cour de Sécurité de l'Etat. En mars, deux militants marxistes-léninistes de Nice étaient encore emprisonnés. La loi anticasseur vint couronner cet ensemble de mesures.

Par la loi anticasseur le pouvoir se donnait l'arme juridique qui lui manquait pour réprimer les luttes, lesquelles, après 1968, recouraient à la juste violence de classe. La première victime de la loi anticasseur fut Geismar, alors dirigeant de la Cause du Peuple. Il fut condamné à dix huit mois de prison pour avoir... prononcé un discours jugé subversif par un pouvoir complètement affolé. Par la suite, la loi anticasseur fut appliquée contre des dirigeants syndicaux ou des manifestants. Ce fut le cas notamment pour cinq agriculteurs de la région du Pellerin qui s'opposaient à l'implantation d'une centrale nucléaire dans ce site et qui furent condamnés à huit mois d'emprisonnement dont six avec sursis au titre de cette loi.

Henri MAZERAU.



Paris 1978 : une femme sera retrouvée torturée après son passage entre les mains de police secours. Alors que les femmes manifestent pour connaître la vérité, toute la manifestation sera encadrée par la police qui ne cessera de provoquer (Photo HR)



En 1977 : le policier Marchaudon abat à bout portant alors qu'il était à terre, Mustapha Boukherzer de trois balles dans le dos

VIOLENCE

L'insécurité dont le pouvoir ne parle pas

LA violence, l'insécurité seraient selon les dires du pouvoir la principale préoccupation des Français. Cette violence dont on nous rebat les oreilles, au moment précisément où le chômage est en fait la préoccupation première, cette violence qu'est-ce que c'est au juste ?

D'après les statistiques, 95 % des Français n'ont pas vécu personnellement de violence physique punissable par la loi. Cela n'empêche pas cependant qu'existe bien une insécurité, une violence qui n'est pas seulement du domaine de l'imagination.

Le pouvoir met l'accent sur les vols, les agressions, les crimes. Il prétend que c'est là l'insécurité la plus répandue et qu'elle se développe. Or, si cette délinquance a connu un dé-

veloppement certain entre 1974 et 1975, elle est aujourd'hui stationnaire. D'autre part la délinquance qui a le plus augmenté durant cette période n'est pas la criminalité mais celle qui est la plus directement produite par la crise, le chômage, l'accroissement de la pauvreté. Elle se traduit par le vol (hold-up contre des banques, des bureaux de postes ou simples larcins). Par l'émission de chèques sans provision. Si le pouvoir exploite cette for-

me de délinquance, au demeurant donc bien réelle, mais en lui donnant une importance et une gravité qu'elle n'a pas, c'est qu'elle lui permet de se dédouaner à bon compte, de faire du petit voleur, du casseur le bouc émissaire, de braquer l'opinion publique sur ce problème particulier. Derrière un tel rideau de fumée le pouvoir peut atténuer l'ampleur des licenciements, du chômage, de sa politique antisociale aux yeux de l'opinion.

L'INSECURITE DONT LE POUVOIR NE PARLE PAS

Le pouvoir, par contre, se garde bien de parler d'autres formes de la violence quotidienne. Citons en une première suscitée par le racisme. Elle est certainement plus inquiétante que les hold-up et autres vols. Elle se traduit par des dizaines d'assassinats de travailleurs immigrés ces quelques dernières années. Elle se traduit quotidiennement par des centaines de contrôles policiers à l'encontre des travailleurs immigrés, par leur expulsion, par leur passage à tabac dans les commissariats. Dernièrement, nous avons fait état de telles violences racistes. A Paris, plusieurs immigrés étaient victimes de policiers alors qu'ils consommaient au café « Le Lexicon », rue Alésia. A Marseille, un Algérien était lui aussi victime de policiers tortionnaires. Tous ont porté plaintes contre les tabassages et humiliations dont ils ont été victimes.

Autre sorte de violence, celle qui s'exerce à l'encontre des femmes. Le viol par exemple en est la manifestation la plus grave. Mais il y a aussi les femmes battues qui sont plus nombreuses qu'on ne croit habituellement car c'est encore là un phénomène tabou. C'est aussi le cas de la violence à l'égard des enfants. La violence policière ne s'exerce pas à l'encontre des seuls immigrés. Les jeunes (et à plus forte raison les jeunes immigrés) en sont

des victimes de choix. Dans les cités dortoirs, les jeunes sont chassés par les policiers. Dans les commissariats il n'est pas rares qu'ils soient tabassés. Citons pour mémoire le cas du seul commissariat de Corbeil dans l'Essonne où les exemples de violences contre les jeunes sont monnaie courante : en mars 1977, quatre jeunes immigrés étaient torturés dans ce commissariat. Le 1er octobre de la même année, huit jeunes étaient embarqués par les policiers de Corbeil à la sortie d'un bal et sauvagement tabassés au même commissariat.

LA VIOLENCE CONTRE LES TRAVAILLEURS

Autre cas de violence : celle que la police exerce contre les travailleurs en grève. Il y a deux mois à Caen la police chargeait brutalement une manifestation devant un œil à un manifestant. Nous ne ferons plus le compte des entreprises occupées par les travailleurs et où ceux-ci ont été expul-

sés par la police. Ils se comptent par dizaines ces derniers mois.

Une autre forme de violence dont le pouvoir ne parle pas est constituée de ce qu'on appelle « les bavures policières ». D'avril 1975 à avril 1978, les policiers ont tué neuf personnes (voir la liste en encadré). L'insécurité, c'est donc aussi celle que fait régner la police.

Citons encore le cas des meurtriers qui se réclament de l'autodéfense. C'est par dizaines que leurs victimes se comptent. Tous ces meurtriers sont en fait encouragés par la justice et le pouvoir.

Alors, quand le pouvoir prétend lutter contre la violence ou l'insécurité, de qui se moque-t-il ? L'insécurité n'est pour lui que le moyen de renforcer l'appareil d'Etat répressif, qu'un moyen aussi de détourner l'attention au moment où les licenciements se multiplient et le chômage s'étend sur tout le pays comme une toile d'araignée.

Henri MAZERAU

La police : neuf meurtres en trois ans

8 avril 1975 : Rue du Château des Rentiers, à Paris, un représentant de chez Michelin est tué dans sa voiture par des policiers qui l'avaient pris pour un malfaiteur.

23 juillet 1975 : Charenton (Val-de-Marne), un inspecteur de police est tué par d'autres policiers qui l'avaient pris pour un malfaiteur.

22 juin 1976 : Fontenay-sous-Bois, deux inspecteurs de police tuent un employé de banque le croyant, à tort, impliqué dans un enlèvement.

10 juillet 1976 : Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), un policier, Claude Cateau, tue un jeune garçon de 17 ans, Gilles Olivier.

31 août 1976 : Toulon, trois policiers ouvrent le feu sur une voiture qu'ils pensaient être conduite par des malfaiteurs. Il s'agissait de moniteurs de colonies de vacances qui, en outre, ont été maltraités au commissariat.

23 août 1977 : Châtenay-Malabry, Marchaudon, un brigadier de police, abat froidement, à bout portant et alors qu'il était à terre, Mustapha Boukherzer de trois balles dans le dos.

27-28 octobre 1977 : Fontenay-le-Fleury (Yvelines), un policier est tué, un second grièvement blessé au cours d'une fusillade avec d'autres policiers qui les avaient pris pour des cambrioleurs.

11 janvier 1978 : Paris, Philippe Kadi essaie « d'emprunter une 2 CV ». Il est surpris par des policiers qui le ceinturent et tirent sur lui.

19 janvier 1978 : Brie-Comte-Robert (Seine-et-Marne), un cambrioleur est surpris par des policiers qui tirent sur lui et le tuent.

13 mars 1978 : A Paris, un policier ivre abat deux automobilistes, les frères Chassin, qui passaient avenue de Saint Mandé.

Télévision

Jeudi 25 janvier TF1 21h30

L'enjeu

La Chine : le défi de 900 millions de travailleurs

AL'OCCASION du voyage à Beijing de Deniau, ministre du Commerce extérieur, deux réalisateurs français ont été autorisés à filmer dans des régions où aucun film n'avait été tourné jusqu'alors par des télévisions étrangères. La caméra nous présentera une usine textile, des communes populaires en voie de mécanisation, des images des régions proches du Tibet et des images de Beijing. Des images qui montreront l'effort gigantesque entrepris par les travailleurs chinois pour développer l'économie, la recherche scientifique, l'agriculture et la défense nationale. Cet effort est vital pour l'édification du socialisme, pour la défense de l'indépendance nationale de la Chine.

Un chapitre de l'émission « L'Enjeu » sera consacré à la dictature du soja américain.

Ris-Orangis (Essonne)

Les bons vœux des patrons

BAS salaires, division, conditions de travail, s'il en était autrement, la société où nous vivons ne s'appellerait pas société capitaliste... Voyons comment ça se traduit dans le détail à IHF.

La cantine vient d'être augmentée de 18%. L'augmentation de salaire ne sera pas supérieure à celle de l'indice INSEE et la politique des bas salaires sera systématiquement maintenue. Quelques augmentations individuelles, l'institution d'une prime d'assiduité ces quelques « cadeaux », une vieille ficelle des patrons pour diviser!

Les conditions de travail sont toujours aussi pénibles; le manque de place et de personnel se sont ajoutés à la vague de froid. Ainsi, par exemple, les travailleurs avaient réclamé un distributeur d'eau chaude et des vestes fourrées pour ceux d'entre eux qui travaillaient sur les quais, à l'extérieur... Ils les attendent toujours. Pensez-vous! La porte des coffres-forts des patrons, elle, est toujours gelée, été comme hiver.

La création de la nouvelle équipe du soir promise depuis deux mois suite à une action de la section CGT, se fait toujours attendre. « Personne ne se présente à l'embauche », répond la direction. Curieux non, quand on sait qu'il y a 25 000 chômeurs dans l'Essonne?

Et puis cette petite « attention » de fin d'année: les personnes qui n'ont pu venir travailler par suite du mauvais temps se verront retirer ces absences de leur salaire et même les 25 F de leur prime d'assiduité. Mais bien sûr, la direction autorise celles qui le désirent à récupérer. Merci patrons, tant d'attention pour... vos comptes en banque nous touchent.

Au tour des travailleurs et de la CGT de vous présenter leurs vœux, patrons: des salaires qui ne soient pas inférieurs à 2 600 F, les 40 heures par semaine, la cinquième semaine de congés payés, l'embauche de personnel supplémentaire, la progression automa-

tique pour les magasiniers, l'amélioration des conditions de travail et de sécurité et comme ruban à tout cela, quelques bonnes actions de tout le personnel uni, pour vous montrer qu'on ne peut pas continuer à mépriser impunément les travailleurs!

Réalisé à partir d'un tract CGT

Caisses d'épargne des Bouches-du-Rhône

La grève est suspendue jusqu'au mercredi 25

L'ACTION continue dans les Caisses d'épargne des Bouches-du-Rhône. Vendredi dernier, des piquets de grève empêchaient l'entrée des Caisses et l'occupation du siège central à Marseille se poursuivait. Plusieurs tentatives ont eu lieu de la part de la direction pour intimider les grévistes: menace du syndicat des directeurs, l'UERGE, de faire une manifestation contre l'occupation. Sans suite. Demande de laisser sortir du local informatique occupé, la « cassette » des allocations familiales (qui est traitée au service informatique des Caisses d'épargne) ce que les grévistes ont refusé. 23 personnes sont convoquées en référé mardi 23 janvier au matin pour fait d'occupation. Vendredi toute la journée, les grévistes ont réfléchi en commissions sur divers problèmes, auxiliaire et travail des femmes en particulier...

Puis dans une assemblée générale le vendredi soir, ils ont décidé, après avoir fait vérifier le bon état des locaux par un huissier, de lever provisoirement l'occupation jusqu'à ce mercredi 24 janvier. La combativité

reste grande dans la lutte et les travailleurs des Caisses d'Épargne sont toujours décidés à se battre pour défendre leur statut. D'autant plus que dans cette affaire, un homme joue un rôle de tout premier plan: il s'agit de Monsieur Pellat. Ce personnage plein d'ambition sur le plan politique a fait partie des commissions Barre et fut président de l'OPAC où il s'est fait tristement connaître en se faisant le fossoyeur des statuts des HLM. Président national des Caisses d'Épargne, il est devenu aussi le directeur des bauxites de France. C'est lui qui est le principal responsable de l'attaque actuelle contre le statut.

La lutte des travailleurs des Caisses des Bouches-du-Rhône est donc particulièrement importante.

Correspondant

Evry

La répression des patrons au quotidien

LA société Novex est située dans la zone industrielle « La marinière » à Bondoufle. L'an passé, les travailleurs syndiqués à la CGT y avaient mené une grève victorieuse. Aujourd'hui, la direction de la Novex veut démanteler la section syndicale en commençant par demander le licenciement du responsable syndical, travailleur immigré. D'abord elle a essayé de le mettre à son service, puis lui a fait des propositions financières, en vain... Aujourd'hui, elle le fait convoquer par la gendarmerie et par les renseignements généraux à Evry. A cette dernière convocation, la question suivante lui a été posée: « A quel Parti appartenez-vous? ». L'inspecteur du travail vient de donner l'autorisation de licenciement!

On voit au service de qui est l'appareil d'Etat et comment le racisme est propagé par les pouvoirs publics. Il faut s'opposer à ce nouveau cas de répression!

lâchés. Quatre autres résidents ont été arrêtés.

La répression dont furent déjà victimes d'autres résidents comme ceux de Woippy, n'épargne pas non plus ceux de Nancy.

Déjà, au mois de décembre, le tri-

bunal de Nancy a ordonné l'expulsion de vingt-cinq résidents de Vandœuvre.

En riposte les résidents appellent à un meeting le vendredi 26 janvier à 20 h 30, à la fac de droit, Rue de Serre à Nancy et à une manifestation le samedi 3 février.



Les transports: un problème pour tous les handicapés physiques. Ceux de Grenoble ont entamé la lutte.

Grenoble

Manifestation d'handicapés physiques

TROIS cents personnes valides et handicapées ont participé à une manifestation dynamique d'handicapés physiques pour l'accès aux transports en commun le samedi 20 janvier.

Depuis plusieurs années, le Syndicat

mixte des transports en commun étudie un système de minibus mais elle refuse de le mettre en service, bien qu'elle ait même reçu un crédit de vingt-cinq millions de l'Etat.

Les handicapés exigent la mise en service de ces minibus, qui ne doivent pas être réservés aux seuls handicapés pour éviter une ségrégation déjà très grande. Cette manifestation était un temps fort, suite à une série d'autres actions:

- Diffusion massive de tracts.
- Signatures de pétitions.
- Deux journées de sensibilisation (des handicapés sont montés dans les bus pour faire signer la pétition).

Notons que les syndicats CGT et CFDT ont refusé de signer le tract sous prétexte qu'il met en cause les élus de gauche du SMTC. Cependant la CFDT a appelé à la manifestation.

Correspondant Grenoble

BLOC-NOTES

MARSEILLE

Quel avenir pour la Corse ?

L'Unione di u Populu Corsu (UPC) organise sur ce thème une grande réunion politico-culturelle, le samedi 27 janvier 1979, salle Saint-Georges - Marseille.

- 16 h 30 à 18 h 30 : Meeting politique avec les responsables du mouvement et le Docteur Edmond Simeoni;
- 19 h 30 à 22 h : Soirée culturelle avec

I Muvrini

Jeunes chanteurs et poètes de langue corse, ils sont le vivant témoignage d'une culture vivante, capable de se renouveler, de se perpétuer, tout en plongeant ses racines dans la richesse du passé.

Aulléru Arrigu Mannarini

Guitariste compositeur d'une virtuosité exceptionnelle, il est depuis plusieurs années considéré comme le plus grand guitariste classique corse. Parmi ses nombreuses œuvres, nous citerons simplement « Liberta » et « Ponte Novu ».

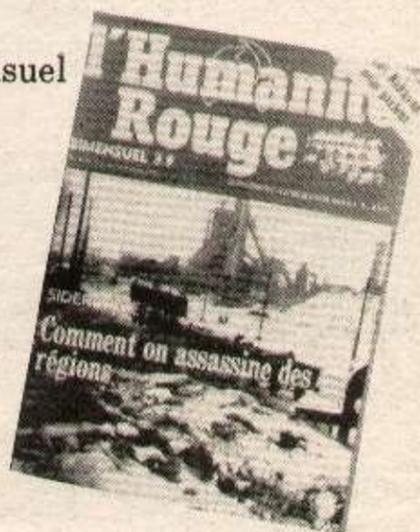
Les participants pourront se restaurer sur place de 18 h 30 à 19 h 30.

LYON

La situation intérieure en Chine

Cette conférence organisée par l'Association des amitiés franco-chinoise et animée par Hélène Marchisio, secrétaire générale des Amitiés franco-chinoises aura lieu le mardi 6 février à 20 h 30 à l'El Dorado - 35, rue du Commandant Fuzier.

Le bimensuel est paru



Il comporte une interview de Kehayan, membres du PCF à Marseille, auteurs du livre « Rue du Proletaire rouge ». Ils nous parlent de l'URSS.

Il fait le point sur la situation au Cambodge (Kampuchea). Il comporte plusieurs pages sur la lutte dans la sidérurgie à Denain. Le correspondant de l'Humanité rouge Woippy fait le point sur les conséquences des licenciements en Lorraine.

Il comporte aussi un dossier de six pages sur la Roumanie et la Yougoslavie debout face à Brejnev.

LISEZ
l'humanité rouge
organe central du Parti communiste marxiste-léniniste
B.P.61, 75861 Paris cédex 18

Ce bandeau est disponible. Passez vos commandes à l'administration du journal.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM.....
PRÉNOM.....
Lieu de travail.....
Adresse.....
Code postal.....

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druenne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 1er trimestre 1979

Nancy : Foyers de travailleurs immigrés en lutte Intervention policière contre les résidents

AU foyer AFNAM de Vandœuvre, en grève depuis septembre 1978, le gérant retire systématiquement les matelas, les draps et couvertures des résidents qui partent en vacances au pays.

Pour exiger la restitution des couchages, cent cinquante résidents se sont regroupés devant le bureau du gérant le mardi 9 janvier. Le gérant non seulement a refusé de céder, mais a fait appel à la police. Après quelques bouclettes, les flics ont délogé le gérant.

Vendredi 19 janvier, les résidents du foyer Sonacotra de la rue de Phalsbourg, ont exigé l'ouverture de la chambre d'un résident de retour d'Algérie. Là encore, le gérant a appelé la police.

Les flics ont interpellé huit résidents et un membre du comité de soutien. Les autres résidents se sont rendus en protestation au commissariat. Là, les flics ont chargé et matraqué. Les chiens de la brigade canine furent

L'Europe, point-clé de la rivalité URSS - USA



Les troupes aéroportées soviétiques

EFFORT DE GUERRE SANS PRECEDENT DE L'URSS (2)

● L'intérêt que les Etats-Unis portent à l'Europe depuis la dernière guerre est bien connu. Les efforts déployés par ceux-ci pour établir puis préserver une position dominante à travers mille liens politiques, économiques, financiers et militaires font l'objet de l'attention vigilante des peuples d'Europe. Mais il est aujourd'hui révolu le temps de la suprématie planétaire incontestée de l'impérialisme américain. Depuis plus de dix ans l'URSS a surgi comme un rival tout à fait menaçant.

L'agression soviéto-vietnamienne au Cambodge, s'ajoutant à une liste déjà longue d'interventions en Afrique et dans le golfe Persique, a attiré l'attention sur les progrès de

l'expansion soviétique dans le monde. Le fait que la pénétration de l'URSS s'effectue aujourd'hui à distance de l'Europe ne signifie pas que celle-ci soit en dehors des visées, bien au contraire.

En créditant l'URSS d'intentions pacifiques ou en arguant de l'équilibre atomique de la terre, certains s'évertuent aussi à croire que l'Europe est à l'abri des appétits soviétiques. Pourtant pour répondre à la question de savoir si l'Europe est ou non menacée, l'examen des faits vaut mieux que les spéculations sur les déclarations de bonnes intentions dont Moscou est prodigue.

Un vaste dispositif d'encercllement de l'Europe

L'ampleur de la menace militaire soviétique qui pèse sur l'Europe semble être démentie par les directions qu'a pris ces derniers temps l'expansion soviétique. En effet, si la situation reste tendue en Europe, c'est l'Afrique, le Moyen Orient, la Mer Rouge, la région du golfe Persique, et l'Asie du Sud-Est qui constituent aujourd'hui les points chauds de la rivalité américano-soviétique. Mais si l'on y regarde de près, la stratégie des Soviétiques, loin de les détourner de l'enjeu européen, représente la trame d'un vaste dispositif mettant l'asphyxie de l'Europe à la portée de Moscou. L'Europe est presque entièrement dépendante pour sa survie (comme pour sa défense) d'approvisionnements extérieurs en matières premières notamment énergétiques. Elle se trouve ainsi dans une position quasi-insulaire face à une URSS aux dimensions continentales disposant de ressources considérables et d'ap-

provisionnement sûr. Or, c'est justement la lutte pour le contrôle des sources d'approvisionnement de l'Europe et des grandes voies d'acheminement maritimes qui est le mobile de l'effort d'expansion soviétique à l'heure actuelle. De l'Afghanistan à l'Ethiopie, en passant par le Yémen, les positions acquises par l'URSS lui permettent d'exercer son contrôle sur le trafic venant de la mer Rouge et de menacer ou contrôler les principales ressources pétrolières des pays occidentaux. En Afrique la mainmise exercée sur l'Angola (qui dispose du plus grand port en eau profonde de toute la façade atlantique de l'Afrique) ainsi que les tentatives répétées pour prendre pied au Zaïre, le tout par Cubains interposés, visent à couper l'Afrique en deux et à s'infiltrer en Afrique australe. Dans le Sud-Est asiatique, la récupération par les Soviétiques des bases américaines au Vietnam a considéra-

ment augmenté leur capacité à intervenir au Cambodge et les menaces sur la Thaïlande et les autres pays de la région, outre qu'elles font partie de manœuvres pour encercler la Chine, visent à contrôler l'approvisionnement en matières premières du Japon et les communications entre le Pacifique et l'Océan Indien. On pourrait ajouter à ce tableau les positions naturellement acquises au Nord de l'Europe, aux frontières de la Norvège. C'est à partir de cette région de la presqu'île de Kola transformée en gigantesque base militaire que l'URSS exerce son contrôle sur l'Atlantique Nord, se réservant la possibilité en cas de guerre, de couper les communications entre l'Amérique et l'Europe.

On voit donc que l'URSS poursuit avec acharnement la mise en place d'un dispositif planétaire tout entier centré sur l'Europe qui demeure l'ultime objet de leur convoitise.

Course aux armements

En premier lieu, c'est l'accès à la parité nucléaire avec les USA sur les plans quantitatifs aussi bien que qualitatifs qui a consacré l'URSS dans sa position de superpuissance ayant une dimension planétaire.

Le contrôle et le maintien de cet équilibre nucléaire fournit depuis des années l'argument à d'interminables négociations américano-soviétiques sur la limitation des armements stratégiques. En fait de limitation, chacun sait que ces discussions ne font que couvrir une course frénétique aux armements, chacun se prévalant de pouvoir raser dix fois le territoire de l'autre. C'est ainsi que l'arsenal atomique qui s'élevait en 1972 à 7 000 ogives nucléaires pour les Américains et à 2 600 pour les Soviétiques a été multiplié depuis par 4 pour les premiers et par 12 pour les seconds. Le tout bien entendu en respectant les divers accords signés depuis six ans. Cette situation de surarmement nucléaire sert de fondement à l'idée fort répandue en Europe que le danger d'un nouveau conflit mondial serait définitivement conjuré : puisqu'il équivaudrait au fait des armes atomiques à un suicide collectif. Comme si la seule hypothèse possible était celle d'une conflagration atomique généralisée, ce qui de l'avis quasi-unanime des experts est loin d'être le cas. D'autre part, il s'est trouvé récemment des experts militaires pour calculer froidement le nombre de millions de morts qu'entraînerait un conflit nucléaire, et le présenter comme supportable pour chacune des deux superpuissances. En effet, les bavardages sur la prétendue détente et sur l'équilibre stratégique ont soustrait à l'attention de beaucoup de gens la réalisation accélérée par les Soviétiques d'objectifs militaires sans précédent non seulement dans le domaine nucléaire mais également dans le domaine naval et conventionnel.

En témoignent notamment les hausses imposées aux budgets militaires des pays membres du Pacte de Varsovie. La Pologne a dû accroître ses dépenses de 104 % et la RDA de 206 %. Au total, sur cette période de dix ans, les pays du Pacte de Varsovie autres que l'URSS subissaient une augmentation de 115 % de leurs dépenses de guerre. L'effort exigé par Moscou est tel que cette année le gouvernement polonais s'est déclaré incapable de maintenir ce rythme de croissance militaire.

Des forces conventionnelles et une marine destinées à l'agression

Dans le domaine conventionnel la supériorité des troupes du Pacte de Varsovie sur le théâtre européen n'a cessé de se renforcer, résultat de l'effort considérable imposé par Moscou. Sur les 166 divisions dont disposait l'URSS en 1976, 123 étaient placées face à l'Europe et 43 à l'Est, face à la Chine. Ces divisions dont les effectifs ont été considérablement gonflés depuis la guerre (de 11 000 à 14 000 hommes tandis que celle de l'OTAN sont tombées de 15 000 à 10 000) sont hautement mécanisées. C'est ainsi que le Pacte de Varsovie est capable de déployer trois fois plus de chars de combat que l'OTAN : 57 200 chars contre 16 900. Il en va de même pour les matériels d'infanterie mécanisée : 55 000 contre 24 000. La seule barrière que l'OTAN semble en mesure d'opposer résiderait dans sa supériorité en forces nucléaires tactiques.

Le rapport des forces se trouve amélioré en faveur de l'URSS par la situation géographique. Tandis que quelques centaines de kilomètres seulement séparent

l'Europe occidentale des blindés soviétiques, c'est plus de 5 000 km au-dessus de la mer que devraient franchir les forces américaines pour opérer en Europe (les troupes américaines stationnées en Europe totalisent un effectif de l'ordre de 300 000 hommes). La nature agressive du dispositif militaire du Pacte de Varsovie apparaît encore mieux si l'on tient compte de l'importance accordée aux troupes aéroportées et aux matériels de débarquement qui mettent les arrières européens et même les côtes à portée de l'URSS. C'est ainsi que l'URSS a multiplié la construction d'hélicoptères lourds capables de transporter 65 hommes à 300 km/h sur une distance de 250 km. Elle dispose même d'hélicoptères géants «Homer» (le plus grand du monde) d'une capacité de 35 tonnes. Autre exemple, la création par les Soviétiques d'un corps de «marines» en tout point semblable à celui utilisé par les USA dans leurs guerres d'agression.

Dans le domaine naval, sans avoir encore atteint le niveau de la flotte US, l'URSS est devenue

en dépit de sa situation géographique, une puissance maritime de premier ordre, capable d'assurer une présence sur tous les océans et sous toutes les latitudes. On est bien loin de la défense côtière dont était dotée l'URSS dans la période d'après-guerre. Aujourd'hui, la flotte soviétique répond en tous points aux objectifs qu'avait fixés pour elle l'amiral Gorchkov, maître d'œuvre de cette nouvelle Armada. Celui-ci déclarait dès 1967 : «La marine soviétique est devenue dans toute l'acceptation du terme, une force armée offensive à longue portée... capable d'exercer une influence décisive au cours d'un conflit armé sur des théâtres d'opérations militaires étendus... et de soutenir les intérêts maritimes de l'Etat en temps de paix». Et il ajoutait un peu plus tard : «Couper les lignes de communications océaniques, et les artères qui alimentent le potentiel militaire et économique de ces pays (les pays occidentaux) continue d'être une mission de notre marine de guerre».

Une dizaine d'années plus tard, le bilan est éloquent. Alors

que les bâtiments russes totalisaient en 1965, 8 000 jours de présence en mer (hors de la zone soviétique), ce chiffre était passé à 53 000 jours en 1974 dont 20 000 en Méditerranée, 14 000 en Atlantique et plus de 10 000 dans l'Océan Indien.

Cette flotte commence à disposer en surface d'équipements analogues à ceux de l'US Navy tels que croiseurs porte-hélicoptères, porte-avions de 38 000 tonnes et bientôt de 60 000 tonnes. Quant à la flotte sous-marine, elle est composée d'environ 150 bâtiments dont plus de la moitié sont à propulsion nucléaire ; les missiles dont elle est porteuse mettent en permanence à sa portée n'importe quel point de la planète. Ces données à elles seules ne suffisent pas à rendre compte de la puissance soviétique sur mer. Il faut les compléter par l'existence d'une flotte de pêche, la première du monde, d'une flotte marchande et océanographique qui en sont les auxiliaires directs (tout le monde connaît par exemple les étranges «missions» qui sont confiées aux chalutiers-espions).